



FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

FNIC CGT - 263, rue de Paris - Case 429 - 93514 MONTREUIL Cedex

Téléphone 01.84.21.33.00

<http://www.fnic-cgt.fr> - Courriel : contact@fnic-cgt.fr



Nos refs : SA/SS/23-09-2020

PARITAIRE CAOUTCHOUC DU 22/09/2020

DÉCLARATION FNIC-CGT CONCERNANT L'ANNONCE DE FERMETURE DE BRIDGESTONE BETHUNE

Après avoir pris, détourné et volé l'argent public, comme la plupart des grandes entreprises du Caoutchouc, qui, pour rappel, doivent toujours nous apporter la justification du vol des 440 millions d'euros de CICE sur les 450 millions d'euros perçus en 2017, Bridgestone vient à son tour, agrandir la liste de ces voleurs.

L'entreprise, après avoir reçu plusieurs millions d'euros d'aides publiques, dont : 1,8 million de CICE, 2,7 millions d'euros de différentes subventions de la Région, de la communauté d'agglomération de Béthune, de l'Etat et du FEDER « Fonds européen », vient annoncer la fermeture de l'usine.

Sans aucun remords, ni honte, le mépris de l'entreprise Bridgestone envers les 863 salariés, est à l'image de ce que porte le patronat dans cette branche du Caoutchouc. Tout est fait au nom de la finance, avec la volonté d'augmenter à tout prix leurs marges et leurs profits, même si cela doit détruire des emplois et plonger des familles dans la misère, après avoir tant donné et très peu reçu. Voilà ce qu'est Bridgestone.

Cette fermeture concerne 863 salariés venant s'ajouter aux 690 salariés de chez Michelin la Roche-Sur-Yon et aux 1 000 ruptures conventionnelles collectives chez Hutchinson. Au total, au nom ou plutôt, à l'aubaine de la pandémie, ces entreprises délocalisent pour satisfaire leurs actionnaires et cela se chiffre par 2 553 emplois directs détruits et plus de 7 600 emplois induits.

Jusqu'où ces fossoyeurs d'emplois, parfaitement connus du Gouvernement vont-ils aller ?

La FNIC-CGT et son Syndicat CGT Bridgestone demandent l'annulation de cette fermeture et de celles qui sont d'ores et déjà dans les tuyaux d'autres grandes entreprises. Nous demandons la mise en place de projets alternatifs et d'un plan d'investissement qui permette de suivre l'évolution des productions liées à la consommation actuelle, afin de couper court aux propos indécents de ces nantis de patron, arguant le manque de compétitivité qu'ils ont eux-mêmes organisé.

Nous demandons que toutes les aides publiques soient conditionnées à la garantie et au développement de l'emploi dans l'entreprise Bridgestone. Nous demandons que ces aides soient associées à un bouclier anti-dumping social, faisant un partage de l'augmentation de vos marges dans les caisses sociales des deux pays concernés par cette délocalisation.

La FNIC-CGT et le Syndicat CGT Bridgestone, exigent en cas de fermeture, le remboursement intégral de toutes les aides publiques que l'entreprise Bridgestone aurait perçues sur toute la durée de son existence sur le sol français. Nous n'avons pas à financer le gavage de vos actionnaires !

Pour la Fédération Nationale des Industries Chimiques
Le Secrétaire Fédéral
Serge ALLEGRE

Chimie – Caoutchouc – Industrie pharmaceutique – Répartition pharmaceutique – Droguerie
Laboratoires d'Analyses Médicales – Navigation de plaisance – Officines – Pétrole
Plasturgie - Négoce et prestation de services médico-techniques